

## **Gilets Jaunes lynchés, racailles impunies : deux poids - deux mesures ? Bien pire**

Urgences, médecine légale, familiers des traumatismes et accidents, ils sont médecins légistes ; professent la neurochirurgie ou l'ophtalmologie. "Extrêmement choqués" par la répression des Gilets Jaunes sur la voie publique, leurs mots sont forts : "boucherie" dit l'un ; "Du jamais vu" renchérit l'autre. Inouï pour un mouvement social, concluent-ils.

Voici ce qu'ils constatent, entre novembre 2018 et 2019 : "crânes fracassés, yeux éclatés, artères coupées, visages lacérés, rates explosées" ; encore, "vision très amoindrie, éclatement du globe oculaire, hémorragies sévères, multiples fractures des os". 2 450 blessés ; 24 manifestants éborgnés, 5 à la main arrachée ; 12 sont mutilés (pied écrasé, mâchoire cassée, etc.) : un massacre.

Pas mieux côté répression judiciaire : 10 000 gardes à vue, 5 300 suivies de poursuites ; 2 000 comparutions immédiates ; 3 100 condamnations, 1 000 peines de prison ferme, dont 400 avec mandat de dépôt et prison immédiate.

Tout cela vise de modestes citoyens de la France périphérique, étranglés par Macron-Philippe. Ce quand pour l'essentiel, les Black Blocs coupables des pires ravages s'en sortent bien.

Efficace pour mater les Français modestes, la triade Macron-Philippe-Castaner est moins vaillante sur les autres fronts de la sécurité :

ÉCOLE : dans les quartiers hors-contrôle, des guerres de bandes éclatent à tout instant - 20 à 30 "incidents graves" par jour autour des lycées et collèges - voire dans les classes. Armés de barres de fer, machettes ou poignards, des voyous terrorisent ou lynchent des élèves ; des enseignants sont gazés et frappés ; deux morts récents en Seine-Saint-Denis. Côté arrestations ou condamnations après ces violentes razzias, c'est quasiment zéro. D'ailleurs (IFOP, octobre 2019) 67% des Français n'ont pas confiance en M. Philippe et ses ministres pour mettre fin aux violences à l'école.

QUARTIERS CHAOTIQUES : chaque jour, des meutes de voyous cagoulés déclenchent des émeutes visant à protéger leurs fiefs et y sécuriser les trafics (drogue, etc.). Bâtiments publics incendiés, tirs de mortiers d'artifices sur la police, commissariats attaqués. Récemment à Mantes-la Jolie, aux Mureaux, à Trappes à La

Courneuve, Bobigny, Clichy-sous-Bois, Épinay-sur-Seine ; ailleurs, de Roubaix à Marseille, de Nantes à la banlieue lyonnaise, le scénario est le même : parfois, cent "voyous organisés, cagoulés et équipés de produits inflammables" piègent les forces de l'ordre, les bombardent d'un "déluge de projectiles" ; sur une vidéo faite au Val-Fourré, les bandits hurlent "tuez-les" aux policiers.

Dans un quartier chaud de Béziers, une école est réduite en "cendres et débris calcinés". En deux nuits, à Chanteloup-les-Vignes, 19 attaques de policiers, un cirque incendié, plus 53 poubelles et 7 véhicules. Commentaire d'un syndicat de police : "ces quartiers sont laissés à l'abandon ; ils n'ont pas peur de s'en prendre à nous, la justice ne suit pas".

ANARCHISME PRÉ-TERRORISTE : Depuis 2017 autour de Grenoble, des anarchistes ont incendié 11 bâtiments : une salle de la mairie de Grenoble, une église, des locaux de la gendarmerie et d'un parti politique, des édifices de sociétés publiques, 17 véhicules. Du pur terrorisme à bas coût.

Or sur ces trois fronts, la répression est quasi-nulle. Litanie après chaque émeute : "pas d'interpellation". Par miracle, un émeutier est-il arrêté ? Son cas est laissé "à la discrétion du parquet" donc d'une justice qui, sous la molle Mme Belloubet, est aux abonnés absents (Gilets Jaunes exceptés).

Cette paralysie judiciaire provient-elle d'un manque d'outils juridiques adaptés ?

Non, l'arsenal est bien là :

- Depuis 2006, l'infraction de "guet-apens sur forces de l'ordre" existe,
- Depuis 2017, la loi sur la sécurité publique réprime les violences, rébellions et outrages sur dépositaires de l'autorité publique.

Délibérément (ou par ineptie), le gouvernement laisse donc agir les casseurs, voyous et anarchistes. Ce jeu dangereux revient au fond à opposer les deux catégories de la population ayant le plus besoin l'une de l'autre :

- les forces de l'ordre, issues du peuple et vivant en son sein,
- les Français modestes, les plus touchés par l'insécurité et rêvant d'un retour à l'ordre.

Gare à la réaction populaire, le jour où cette honteuse manigance éclatera au grand jour. ■